



Press Statement

CAP advocates for children and families at Premiers' meeting

July 9, 2019 (Ottawa, ON) – The Congress of Aboriginal Peoples (CAP) is pleased to participate in a meeting with Canada's Premiers at Big River First Nation in Saskatchewan today. This meeting of the Council of the Federation is an opportunity for National Indigenous Organizations to raise issues pertaining to Indigenous children, youth, and families and their well-being.

It is well known that the well-being of Indigenous peoples is a complex conversation in the context of colonialism. In the past, numerous government policies have sought to harm and separate Indigenous peoples through interventions that directly targeted families and children.

CAP demands that governments acknowledge the rights of Indigenous peoples and urges them to protect families as the foundation of our communities. "Our peoples living in urban and rural communities across Canada have unique and distinct needs that have not been considered in the new child welfare legislation. I am here today to ensure that the needs of CAP's constituents are heard. We will not be forgotten" says CAP National Chief Robert Bertrand.

We call on all levels of government to accept responsibility for the well-being of Indigenous peoples regardless of their status or location. With the number of Indigenous children in state care being three times higher today than at the height of the Residential School system, and an ever-growing Indigenous population in urban areas, change is urgent.

CAP National Vice-Chief Kim Beaudin declares that "It is appalling that here in Saskatchewan, Indigenous youth are more likely to be incarcerated than they are to complete high school. Yesterday was the time to take on these responsibilities. Today is the time to make real change."

Indigenous children, youth, and families retain inherent rights, and must maintain connections to their communities and culture. CAP is attending this meeting of the Council of the Federation with hopes of strengthening relationships with Premiers and lead to concrete actions towards reconciliation.

-30-

For media interviews please contact:

Jessica Dawson, Executive Assistant

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org

The Congress of Aboriginal Peoples is the national voice representing the rights, interests and needs of Métis, status and non-status Indians, and Southern Inuit Indigenous People living off-reserve. Today, over 70% of Indigenous people live off-reserve across Canada



Communiqué de presse

La CPA défend les droits des enfants et des familles à la réunion des premiers ministres

Le 9 juillet 2019 (Ottawa, ON) - Le Congrès des peuples autochtones (CPA) est heureux de participer à une réunion avec les Premiers ministres des provinces et territoires du Canada dans la Première nation de Big River, en Saskatchewan, aujourd'hui. Cette réunion du Conseil de la fédération est une occasion pour les organisations nationales autochtones de soulever des questions relatives aux enfants, aux jeunes, aux familles autochtones et à leur bien-être.

Il est bien connu que le bien-être des peuples autochtones est une conversation complexe dans le contexte du colonialisme. Dans le passé, de nombreuses politiques gouvernementales ont cherché à nuire aux peuples autochtones et à les séparer au moyen d'interventions visant directement les familles et les enfants.

La CPA exige que les gouvernements reconnaissent les droits des peuples autochtones et les exhorte à protéger les familles en tant que pilier de nos communautés. «Nos populations en villes et dans les campagnes partout au Canada ont des besoins uniques et distincts qui n'ont pas été pris en compte dans la nouvelle législation sur la protection de l'enfance. Je suis ici aujourd'hui pour faire en sorte que les besoins des membres du CPA soient entendus. Nous ne serons pas oubliés», a déclaré le Chef national du CPA, Robert Bertrand.

Nous appelons le gouvernement, à tous les niveaux, à accepter sa part de responsabilité dans le bien-être des peuples autochtones, peu importe leur statuts ou leurs lieux de résidence. Le nombre d'enfants autochtones pris en charge par l'État étant trois fois plus élevé aujourd'hui qu'à l'apogée du système des pensionnats, et la population autochtone étant en croissance constante dans les zones urbaines, le changement se fait impératif.

Le vice-chef national du CPA, Kim Beaudin, a déclaré : «Il est consternant qu'ici, en Saskatchewan, les jeunes autochtones aient plus de chances d'être incarcérés que de finir leurs études secondaires. Hier, nous devons prendre nos responsabilités. Aujourd'hui, le dagement doit avoir lieu. »

Les enfants, les jeunes et les familles autochtones ont des droits inhérents et doivent être en mesure de maintenir des liens avec leurs communautés et leur culture. Le CPA participe à cette réunion du Conseil de la fédération dans l'espoir de renforcer les relations avec les Premiers ministres des provinces et territoires pour parvenir à la réconciliation.

-30-

Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:

Jessica Dawson, Adjointe executive

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org

Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 70% des autochtones vivent hors réserve au Canada.